

Transcription - Déclaration du Président de la République à l'occasion de la conférence de presse conjointe avec le Président du Gouvernement espagnol

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

Palais de l'Élysée, le 23 juin 2018

Mesdames et Messieurs, je suis ravi d'avoir reçu aujourd'hui le président du gouvernement espagnol, Pedro SANCHEZ, à l'Élysée pour son premier déplacement bilatéral depuis qu'il a pris ses fonctions il y a quelques semaines. Cet entretien après des échanges téléphoniques que nous avons déjà eus ensemble a permis de constater que nous partageons la même vision de l'Europe et la même volonté de la refonder.

Sur les nombreux dossiers que nous avons pu évoquer, je crois que nous partageons le constat que les défis sur les sujets migratoires comme les sujets économiques tout particulièrement sont réels et que face à ces derniers, le risque est un risque de fragmentation, de démantèlement européen par retour des nationalismes. Et notre volonté commune, je crois pouvoir le dire est d'y répondre par une vraie refondation européenne, c'est-à-dire une Europe réaliste qui protège, qui porte une ambition et décide et agit.

Sur le sujet des migrations, nous avons préparé ensemble les prochaines échéances à venir et en particulier le sommet à Bruxelles où nous serons l'un et l'autre présents demain, puis le Conseil européen en fin de semaine prochaine.

La France et l'Espagne partagent la même stratégie pour répondre avec efficacité et humanité à l'arrivée de migrants et cette stratégie repose sur trois piliers qui sont également indispensables.

Le premier, c'est le renforcement de notre soutien et de notre coopération avec les pays d'origine et de transit et je dois à cet égard saluer la coopération que l'Espagne a su nouer avec plusieurs pays d'Afrique. Lors du sommet du 28 août dernier que la France avait organisé, l'Espagne était présente et nous avons pu mener plusieurs actions concrètes et je souhaite que nous puissions poursuivre sur ce point avec tous les pays, en particulier d'Afrique qu'ils soient pays d'origine ou de passage de ces migrants. C'est à la fois une politique de développement, une politique de sécurité partenariale, politique aussi de lutte contre les trafiquants comme nous avons commencé à le faire avec efficacité dans le Sahel.

Le deuxième pilier, c'est le renforcement de Frontex et donc de la protection extérieure de l'Union européenne, de l'espace Schengen qui, je crois, fait peu à peu consensus, cela fait partie des propositions que j'avais pu faire à l'automne dernier. Donner plus de moyens humains, matériels juridiques, protéger les frontières et faciliter le retour des migrants qui ne relèvent pas du droit d'asile est une réponse indispensable à la situation que nous connaissons et qui est aussi une attente légitime de nombre de pays de première arrivée en Europe.

Enfin, la réorganisation de l'accueil et le traitement des migrants en Europe, selon des principes de responsabilité et de solidarité est le troisième pilier de la stratégie que nous voulons promouvoir. En la matière, je veux là aussi souligner l'excellente coopération que nous avons avec l'Espagne et que nous avons eue sur le cas particulier de l'Aquarius. Je salue la décision du président du gouvernement espagnol d'accueillir le bateau et d'avoir accepté cette solution de solidarité européenne, arrangée si je puis dire dans la hâte, mais qui a permis à l'OFPRA, donc l'Agence française en charge des réfugiés, demandeurs d'asile, de se rendre en Espagne et de travailler en lien avec vos services pour que la France puisse prendre sa part des demandeurs d'asile qui aujourd'hui sont sur votre territoire.

Mais ce que nous souhaitons, c'est de pouvoir gérer les choses non pas au cas par cas mais de proposer véritablement un schéma clair de solidarité qui permet de répondre à ce défi et la proposition que nous discuterons demain mais, je crois, sur laquelle nous avons l'un et l'autre une position commune, c'est d'une part que le débarquement respecte les règles et principes humanitaires du secours et en la matière, c'est le port

part que le débarquement respecte les règles et principes humanitaires de secours et en la matière, c'est le port sûr le plus proche ; c'est qu'ensuite, dès le débarquement, nous puissions prévoir des centres fermés sur le mode de ce que propose le HCR avec des moyens européens, organiser des procédures rapides d'examen des situations, reconduire rapidement ceux qui n'ont pas droit à l'asile et partager l'accueil des autres. C'est ça, l'esprit d'une vraie solidarité européenne organisée sur le mode de ce que propose le HCR avec des éléments pratiques extrêmement concrets et j'espère que nous pourrons dans les prochains jours acter d'une décision européenne commune qui est la seule qui permettra de répondre efficacement et humainement au drame que nous sommes en train de vivre.

C'est d'ailleurs exactement ce qui a porté nos travaux conjoints durant ces derniers jours entre Espagne et France.

Nous avons également parlé des sujets économiques et de la zone euro et l'accord trouvé en particulier avec la chancelière Angela MERKEL à Meseberg. Je sais que l'Espagne partage notre ambition pour l'approfondissement de la zone euro à la fois pour la doter d'un budget de la zone euro pour avancer sur l'Union bancaire et donc pour pouvoir créer, là aussi, des règles de solidarité et de responsabilité commune.

A cet égard, l'accord trouvé à Meseberg est une étape importante et il nous faudra travailler ensemble sur ce sujet dans les prochains mois, travailler aux règles qui seront mises en œuvre et à tous les détails et nous avons décidé sur ce point d'accroître encore notre coopération et de pouvoir travailler main dans la main sur ce sujet. Je souhaite également évoquant ces sujets tout particulièrement de la zone euro me réjouir de l'accord trouvé par les ministres des Finances sur la dette grecque jeudi. La fin du programme d'assistance financière de la zone euro est également une étape historique pour la Grèce et pour la zone euro et cet accord, lui aussi, est une étape importante et elle vient consacrer un travail considérable qui a été mené par le Premier ministre TSIPRAS, son gouvernement et qui a été porté par tout le peuple grec à qui je veux ici rendre hommage.

Ces accords sur la zone euro, celui que nous avons obtenu en franco-allemand il y a quelques jours, comme l'accord des ministres sur la Grèce montre que notre union économique et monétaire n'est pas bloquée mais que quand il y a de la détermination, une volonté là aussi de coopérer et de trouver les bonnes solutions européennes, nous pouvons trouver une capacité à avancer ensemble et notre volonté est de pouvoir le faire dans ce contexte-là avec ce même esprit.

Sur l'Europe de la défense, l'Espagne est un partenaire majeur pour la France et soutient activement avec nous les différentes avancées conduites depuis un an. Nos ministres des Armées signeront lundi un accord important pour lancer concrètement l'initiative européenne que j'avais là aussi proposée à la Sorbonne et je veux remercier le président du gouvernement espagnol pour son engagement. Enfin, nous avons également parlé de transition énergétique, nous aurons l'occasion de partager des moments importants – le président du gouvernement espagnol reviendra dans quelques instants sur ce sujet – mais je souhaite que nous puissions accélérer les travaux conjoints en matière d'interconnexion énergétique entre nos pays et nous allons en parler dans les prochaines semaines.

Je souhaite aussi que notre coopération puisse aller au-delà et que sur le sujet de la transition climatique, d'un prix du carbone minimum, d'un travail sur la structuration de la prochaine étape, d'un véritable marché du carbone européen et d'une vraie transition énergétique et climatique, nous puissions porter ensemble des initiatives communes.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je crois que cette première rencontre a été très fructueuse et elle augure d'une action résolue de l'Espagne et de la France ensemble en faveur de la relance de l'Europe.

Monsieur le président du gouvernement, cher Pedro, je voulais vous remercier d'avoir fait cette démarche et d'avoir accepté l'invitation de venir aujourd'hui à Paris pour cet échange de travail amical avant que nous nous retrouvions demain à Bruxelles et en fin de semaine à nouveau à Bruxelles. En tout cas, merci beaucoup et merci pour cet échange.